

# Algérie : un baril de pétrole en chute, un régime sur un baril de poudre

Yassin Tamlali

Si le prix du pétrole se maintient à 50 dollars en moyenne, les recettes des exportations seront divisées par deux et les recettes fiscales connaîtront un recul considérable

Le gouvernement espère d'ici à 2019 augmenter la production de pétrole de 20 % et il entend lancer l'exploitation des gaz de schiste. Mais comment financer ces projets ?

Au-delà des problèmes économiques, il existe un mouvement d'opposition à l'exploitation du gaz de schiste à In Salah, au sud du pays et frontière avec le Mali et la Libye

**D**epuis l'élection d'Abdelaziz Bouteflika à la présidence, en 1999, l'avenir du régime algérien n'a jamais été aussi entouré d'incertitudes. Malade, le chef de l'État n'exerce presque plus de fonctions autres que protocolaires. Ses pouvoirs ont échoué à un collègue d'officieux régents : des proches collaborateurs, comme son conseiller et frère Saïd Bouteflika, et des membres du gouvernement, comme le premier ministre, Abdelmalek Sellal, et le vice-ministre de la Défense et chef d'État-major de l'armée, le général de corps d'armée Ahmed, Gaïd Salah. Rien n'indique qu'une solution consensuelle a été trouvée à la crise de succession qui secoue ce régime et qui s'est manifestée à la veille des présidentielles de 2014 par un conflit feutré, par justice et presse interposées, entre deux groupes adverses, l'un hostile, l'autre favorable à la candidature de Bouteflika à un quatrième mandat.

Cet inquiétant tableau politique voisine avec un tableau économique non moins préoccupant. L'année 2014 a fermé la boucle d'une aisance financière sans précédent dans l'histoire de l'Algérie due à d'excellents cours pétroliers depuis le début des années 2000. Les prix du brut ont plongé ces derniers mois, perdant quelque 50 % de leur valeur entre juin 2014 et janvier 2015, et rien ne présage de leur redressement à court terme, leur effondrement ne s'expliquant pas uniquement par une offre excédentaire

mais aussi par un début de boulevercement du marché énergétique mondial, avec l'essor des énergies renouvelables et l'entrée en compétition des hydrocarbures non conventionnels, notamment le gaz de schiste américain.

## Crise des revenus de l'État

**T**els que calculés par le Fonds monétaire international (FMI) sur la base d'un prix du baril de pétrole à 89 dollars, les revenus extérieurs de l'Algérie ne dépasseront pas 48,9 milliards de dollars en 2015, contre 62,95 milliards en 2014 et... un pic de 76,9 milliards de dollars en 2008. L'hypothèse d'un baril de pétrole à 89 dollars semble être, au demeurant, trop optimiste. Si les prix se maintiennent durant l'année en cours au niveau de 50 dollars en moyenne, les recettes des exportations, prévues par le FMI, seront divisées par deux et les recettes fiscales, tirées en bonne partie de la fiscalité sur la production pétro-gazière, connaîtront un recul considérable. Les contestations sociales ne feraient alors que s'étendre et se radicaliser ; car si elles ont pu être contenues ces dernières années, c'est aussi grâce à la redistribution de la rente pétrolière, après la décennie des années quatre-vingt-dix marquée par la chu-

te libre du pouvoir d'achat de la majorité des Algériens.

La détérioration des cours pétroliers n'était pas imprévisible. Nombre d'observateurs avaient mis en garde contre le caractère éphémère de l'aisance financière qu'a connue le pays dès le début de la décennie 2000. Ils avaient rappelé que les mirobolants revenus des exportations (quelque 750 milliards de dollars entre 1999 et 2014) devaient être employés pour mettre le pays sur les rails d'une économie moins dépendante du brut. Car s'ils ont financé nombre d'infrastructures et amélioré le pouvoir d'achat de larges couches de la société (les dépenses des ménages ont triplé entre 2000 et 2011), ces revenus n'ont pas servi à transformer l'Algérie en ce pays émergent tant rêvé, en paroles, par les officiels. Le pétrole et le gaz représentent toujours la majeure partie de la valeur des exportations (95,6 % en 2014) et l'industrie pétro-gazière fournit, à elle seule, près de 30 % du PIB (27,5 % en 2014 selon les prévisions gouvernementales).

La baisse des cours du pétrole est d'autant plus préjudiciable pour l'économie qu'elle est survenue dans un contexte de stagnation de la production et des exportations pétrolières (1,202 millions de barils produits en 2013, selon l'OPEP, contre un pic de 1,371 millions en 2007) et de baisse sensible des exportations gazières (quelque 44 milliards de mètres cubes en 2014, contre 46,708 milliards de

mètres cubes en 2013, 57,359 milliards en 2010 et... 65 milliards de mètres cubes en 2005). La baisse des exportations de gaz naturel est due à une croissance vigoureuse de la consommation domestique, qui devrait passer de 17,5 milliards de mètres cubes en 2006 à 50 milliards de mètres cubes en 2017-2020 et qui s'explique par la croissance de la consommation électrique, à 96 % de source gazière.

## Diversification de l'économie ?

**D**evant ce contre-choc pétrolier rappelant par certains aspects celui de 1985-1986, des mesures pour une meilleure « maîtrise des dépenses publiques » ont été prises : arrêt des recrutements de fonctionnaires, gel des chantiers d'infrastructures « non indispensables », etc. La crise, s'est plu à déclarer le président de la République en décembre 2014, devrait être transformée en opportunité pour diversifier l'économie.

Le gouvernement est-il réellement résolu à entamer le chemin d'une déconnexion progressive du budget et des recettes en devises de la manne pétro-gazière ? Rien ne permet de l'affirmer. L'importance du programme d'investissement de la société publique d'hydrocarbures Sonatrach (90 milliards de dollars pour 2015-2019) n'est pas, en soi, un indice que la voie rentière demeure celle privilégiée par les pouvoirs publics (les revenus du pétrole et du gaz pourraient bien financer la constitution d'une économie plus diversifiée). En revanche, ce qui en est un indice probant est le caractère imprécis des orientations présidentielles pour la diversification économique.

Des orientations similaires pour la « dynamisation de l'industrie, de la pétrochimie, de l'agriculture, du tourisme et des NTIC » ont été données, par le passé, à l'exécutif sans que jamais elles soient traduites en objectifs chiffrés et échéances incompressibles. On est en droit de penser, dans ces conditions, que l'augmentation program-



**Mobilisation contre le gaz de schiste dans le Sud algérien. Alger, 24 février 2015.** / FAROUK BATICHE/AFP/GETTY IMAGES

mée de la production d'hydrocarbures vise moins à financer le passage à une économie émergente qu'à simplement compenser le manque à gagner pour les caisses de l'État dû à la baisse des prix du brut.

Le gouvernement espère d'ici à 2019 augmenter la production de pétrole de 20 % et faire atteindre à la production de gaz conventionnel le niveau de 151 milliards de mètres cubes (contre 131 milliards en 2014). Il entend également lancer l'exploitation des gaz de schiste, dont l'Algérie détient, selon l'Agence internationale de l'énergie, les quatrièmes réserves mondiales techniquement récupérables. La question ici se pose : comment financer ces ambitieux projets si les revenus pétro-gaziers sont en baisse ? Le recours à l'investissement étranger n'est pas l'option la plus concrète à en juger par le peu d'empressement des firmes internationales à répondre au quatrième appel d'offres de l'ALNAFT (l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures). L'ouverture des plis, fin septembre 2014, s'est soldée par un résultat dérisoire : quatre périmètres de recherche et d'exploration ont été attribués sur... 32 périmètres. Le précédent, en 2010-2011,

n'avait pas été plus concluant : seulement deux blocs sur 10 avaient été attribués.

## Le gaz de schiste : une aubaine ?

**L**égale depuis début 2013, suite à l'amendement de la loi sur les hydrocarbures, l'exploitation des gaz non conventionnels tient une place de plus en plus considérable dans les projets d'amélioration des performances gazières algériennes. La production de gaz de schiste, a déclaré le 7 décembre 2014 le PDG de Sonatrach, Saïd Sahnoune, atteindra 20 milliards de mètres cubes en 2022 et 30 milliards en 2025-2027 (soit, respectivement, 15,2 % et 22,9 % de la production gazière algérienne de 2014).

Qualifiée d'« aubaine » par le premier ministre, Abdelmalek Sellal, le gaz de schiste n'est pourtant pas une solution miracle à cette crise des revenus de l'État qui pourrait, si elle perdurait, provoquer une grave crise sociale et, partant, une grande instabilité politique. L'extraction de ces ressources non conventionnelles ne nécessitera pas de

moins lourds investissements que celles des hydrocarbures traditionnels et elle ne peut commencer qu'une fois quantifiées les réserves algériennes. Et quand bien même le potentiel révélé par les images satellitaires serait prouvé par des travaux d'exploration, son exploitation nécessiterait un recours aux services des sociétés étrangères. En effet, bien qu'elle pratique déjà, dans les gisements conventionnels, les techniques de la fracturation hydraulique et du forage horizontal employées pour la production de gaz de schiste, Sonatrach ne peut mener seule, dans ce domaine, de projet d'exploitation commercialement rentable. À supposer qu'elles aient les moyens financiers d'investir dans le sous-sol algérien, les firmes internationales ont besoin d'être rassurées sur l'acceptation par la population de la production de gaz de schiste, réputée dangereuse pour l'environnement. Or, cette acceptation est loin d'être acquise. Le mouvement anti-gaz de schiste à In Salah, ville de l'extrême Sud, l'a récemment montré.

Ce mouvement s'oppose à l'exploitation du gaz de schiste dans le bassin d'Ahnet, où des tests de production concluants ont été accomplis. Il met l'accent sur ses retombées environnementales (possible pollution des nappes phréatiques) et sur le danger de tarissement rapide de ces nappes à cause de ce que nécessite la fracturation hydraulique comme ressources hydriques. Dans une région où le souvenir des essais nucléaires français de la première moitié des années soixante est vivace, la préoccupation écologique et sanitaire est profonde.

## Le Sud et le baril de poudre jihadiste

Le gouvernement, si prompt à réagir violemment à la moindre contestation populaire, a montré une certaine prudence dans le traitement des protestations d'In Salah : réunions entre des membres du gouvernement et les représentants de la population, envoyés spéciaux de la présidence... Cette prudence s'explique

par la délicatesse de la situation politique et sécuritaire dans le Sud ouvert, de surcroît, sur deux pays instables : le Mali et la Libye.

Le Sud vit, en effet, depuis plus d'un an au rythme d'affrontements ethno-religieux dans la vallée du M'zab entre ibadites « berbères » et sunnites « arabes ». Il vit également, depuis plus longtemps encore, au rythme de contestations sociales non négligeables. Avant In Salah, la ville de Ouargla, chef lieu de la wilaya où se situe le plus grand gisement algérien de pétrole, Hassi Messaoud, avait été – et est toujours – le théâtre d'un Mouvement de chômeurs radical revendiquant la priorisation de la population locale pour l'accès à l'emploi dans les industries pétro-gazières.

Ces contestations expriment un sentiment d'injustice chez les habitants du Sud, pauvre en dépit des budgets colossaux qui lui sont alloués (2.415 milliards de dinars, soit quelque 24 milliards d'euros, entre 1999 et 2013 selon une déclaration d'Abdelmalek Sellal, le 23 mai 2013). « Nous n'avons pas profité du gaz conventionnel, ni des retombées de la manne pétrolière. (...) Le gaz de schiste nous prendra le peu que nous avons. » C'est ainsi que Mohammed Djouan, de l'association écologique Chams d'In Salah, a résumé ce sentiment au quotidien *El Watan* (5 janvier 2015). Une des banderoles déployées par les manifestants dans cette ville énonçait : « Nous avons été un champ d'expérimentation pour vos bombes. Nous ne le serons pas pour le gaz de schiste ! » Cette évocation des essais nucléaires et chimiques français dans le Sahara, qui se sont poursuivis jusqu'après l'indépendance, donne un relief particulier à l'hostilité des habitants du Sud à l'exploitation des gaz non conventionnels.

## Le fruit amer de la répression des mouvements sociaux

Il est à rappeler ici que la répression des premières contestations sociales dans le Sud a été la cause directe de la naissance du groupe

armé appelé « Les enfants du Sud pour la justice islamique ». Des médiations traditionnelles ont persuadé une partie de ses membres de se rendre aux autorités en 2008 mais il n'a pas pour autant disparu. Son émir, Mohammed Lamine ben Cheneb, a lancé en janvier 2013 un audacieux assaut sur le site gazier de Tiguentourine (sud-est), qui s'est soldé par la mort de quelques 40 personnes, dont une majorité d'étrangers. Cette organisation n'aurait probablement pas vu le jour si la justice n'avait pas condamné à des peines d'emprisonnement, en 2004, certains de ses futurs fondateurs, alors membres d'un mouvement social parfaitement pacifique, le « Mouvement des enfants du Sud pour la justice ».

Le gouvernement semble être, face à la contestation d'In Salah, devant un vrai dilemme : la réprimer pourrait engendrer une dangereuse radicalisation de la jeunesse du Sud ; céder à ses revendications ne serait pas un bon signe pour les firmes pétro-gazières internationales, sans le concours desquelles l'exploitation des gaz de schiste resterait hypothétique. Il est, toutefois, peu probable que pour échapper à ce dilemme, son choix se porte sur une solution démocratique : ouvrir un débat sur la production des hydrocarbures non conventionnels et sur un meilleur modèle de développement du Sahara algérien. Le plus probable est que, sous la pression de services de sécurité de plus en plus omnipotents, il soit tenté par le tout-répressif. Il n'est pas sans signification que l'émissaire dépêché par la Présidence pour écouter les doléances des habitants d'In Salah ne fût autre que... le patron de la Police, le général Abdelghani Hamel, « grand spécialiste des gaz lacrymogènes » pour citer le bon mot d'un journaliste algérien. ■